

# Une campagne de dénigrement vise les Palestiniens engagés auprès de la CPI

Par Maureen Clare Murphy, 13 mai 2020



La députée de gauche Khalida Jarrar, actuellement détenue en Israël, a été régulièrement arrêtée et emprisonnée sans accusation ni procès, à cause de son appartenance.  
(Oren Ziv-ActiveStills)

Les organisations palestiniennes qui plaident pour la responsabilité devant [la Cour Pénale Internationale](#) sont salies par un think tank proche du gouvernement israélien.

[Le Centre de Jérusalem pour les Affaires Publiques](#) a publié la semaine dernière un document prétendant que les Palestiniens ont fait du tribunal international une arme de guerre contre les USA et Israël.

Un des deux auteurs de ce document est l'ancien directeur du [ministère israélien des affaires stratégiques](#). Ce ministère [met en œuvre les efforts de l'État](#) pour cibler et saboter la défense des droits des Palestiniens, dont le [mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions](#).

Les efforts sournois du ministère pour espionner, dénigrer et intimider des citoyens étatsuniens qui soutiennent les droits des Palestiniens ont été exposés dans une série documentaire produite par Al Jazeera et, après que le Qatar l'a censurée, [publiée par l'Electronic Intifada](#).

[Al-Haq](#), une des organisations palestiniennes de défense des droits humains visée dans le document du Centre de Jérusalem pour les Affaires Publiques (CJAP), a [condamné](#) ce document comme « *trompeur et séditieux* ».

« *En vérité, le rapport a très peu de contenu, il recycle plutôt des souillures passées* » a ajouté Al-Haq. « *Le rapport donne peu d'information sur la situation antérieure à l'enquête de la CPI et opte au contraire pour se concentrer sur des arguments usés et infirmés, de financement et de conduite incorrects* ».

Ce document salit Al-Haq et d'autres groupes comme s'ils étaient « *affiliés à des organisations terroristes* » dans une tentative pour discréditer leur coopération avec la CPI.

La Cour [s'est trouvée sur le point](#) d'ouvrir une enquête officielle sur les crimes de guerre perpétrés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza occupées. Elle est également positionnée pour l'ouverture d'une enquête sur des crimes de guerre en Afghanistan, qui pourrait conduire à la condamnation de représentants officiels des États Unis.

La possibilité que ces enquêtes se fassent est un test de l'impartialité et de la crédibilité de la CPI, qui [n'a jugé que des ressortissants de nations africaines](#) depuis son traité fondateur, le Statut de Rome de 2002.

## **Criminalisation de la défense des droits**

Pour appuyer son allégation d'appartenance au terrorisme, le CJAP met en avant le fait que les animateurs d'organisations palestiniennes ont été arrêtés et détenus par Israël.

Une étude décisive de Human Rights Watch [publiée l'an dernier](#) observe que les Palestiniens qui vivent sous occupation militaire israélienne sont privés de leurs droits civils fondamentaux.

Ce rapport met en avant le cas de [Khalida Jarrar](#), une députée de gauche emprisonnée à la suite de son arrestation en octobre de l'année dernière. Elle est une des personnages publics que le CJPA donne en exemple de l'appartenance des groupes de défense des droits humains au « *terrorisme* ».

Jarrar a été [emprisonnée deux fois](#) dans les années récentes et sujette à des interdictions de se déplacer à cause de son

appartenance au [Front Populaire de Libération de la Palestine](#), considéré par Israël comme une « *association illégale* ».

« *Les autorités n'ont jamais prétendu qu'elle avait quelque implication personnelle que ce soit dans des actions armées* » déclare Human Rights Watch.

« *Une opposition pacifique à l'occupation pourrait conduire en prison* » a noté Omar Shakir, le directeur du bureau de Jérusalem de Human Rights Watch, lors de la publication du rapport.

Shakir a lui-même été [expulsé](#) par Israël à la fin de l'année dernière, une action dont Human Rights Watch dit qu'elle « *reflète l'intensification de l'attaque des autorités contre les droits humains* ».

Il y a longtemps qu'Israël criminalise la mobilisation politique et la défense des droits de la part des Palestiniens.

Le système de justice militaire israélien est connu pour [ne pas accorder de procès équitables aux Palestiniens](#).

L'an dernier, l'armée israélienne a mené des attaques contre les bureaux de [Addameer](#), une organisation de défense des droits des prisonniers palestiniens qui travaille aussi avec la CPI et qui est visée par le CJAP.

« *Les autorités israéliennes ont envoyé un message clair à la*

*société civile israélienne : quiconque ose s'exprimer publiquement sur les violations par Israël des droits humains en Israël et dans les Territoires Palestiniens Occupés risque d'être attaqué »*, a [dit](#) un représentant de Amnesty International lors de l'attaque des bureaux de Addameer.

## **Court-circuiter l'enquête de la CPI**

« *Cessez de réclamer vos droits sous peine d'être criminalisés* » est le message que le CJAP entend délivrer [dans le cadre de l'escalade d'Israël et des USA](#) qui s'efforcent de court-circuiter l'enquête de la CPI.

En donnant des détails sur le plaidoyer engagé par des groupes comme Al-Haq et Addameer, le document du CJAP ne fait que démontrer à quel point il est engagé aux côtés de divers organismes et réseaux internationaux.

Il n'est pas très convaincant de présenter ces organisations comme le front du « *terrorisme* » alors qu'elles passent leur temps à rencontrer des diplomates, à accueillir des délégations étrangères et à participer à des conférences internationales sur le droit.

Mais ces activités sont perçues comme « *la guerre du droit* » par le CJAP, dans son effort pour les discréditer.

La CPI, dont la procureur en chef, Fatou Bensouda, est aussi visée par le document du CJAP, a déclaré que « *la désinformation et les campagnes de dénigrement ne changent pas*

les faits » en ce qui concerne la conduite de la Cour.

*#ICC Prosecutor #FatouBensouda: misinformation and smear campaigns do not change facts about the conduct of my Office's work concerning the situation in #Palestine ↓ [pic.twitter.com/1EKA7bcY4K](https://pic.twitter.com/1EKA7bcY4K)*

*– Int'l Criminal Court (@IntlCrimCourt) [May 8, 2020](#)*

## **L'amalgame entre résistance et terrorisme**

Le véritable but du CJAP est de rendre plus difficile aux organisations palestiniennes qu'il cible de financer leur travail, en présentant les membres dirigeants et les équipes comme des terroristes.

Le CJAP cite, dans son document, les pays étrangers qui financent l'action des groupes de défense des droits humains visés par lui.

Les efforts d'Israël pour « *faire l'amalgame entre la résistance et la résilience palestiniennes légitimes et des actes terroristes* » pour que les groupes palestiniens soient privés de financement, sont développés dans un [récent texte](#) de l'organisme de recherche Badil.

L'an dernier, l'Union Européenne a ajouté à l'octroi de

subventions une clause de contre terrorisme « *qui criminalise le droit légitime du peuple palestinien à résister à l'oppression* » déclare Badil.

La clause exige que les bénéficiaires des subventions et leurs sous-traitants « *s'assurent de ne détecter aucun sous-traitant ni personnes physiques, dont des participants à des ateliers et /ou à des formations et des tierces parties destinataires de soutien financier, qui soient sur la liste des mesures restrictives de l'UE* » (les mesures restrictives renvoyant à des sanctions).

La clause ressemble à une [procédure d'agrément](#) que l'USAID, l'agence d'aide du Département d'État des USA a mise en place en Cisjordanie et à Gaza depuis 2002 pour « *aider à s'assurer que les fonds de l'USAID et d'autres ressources ne bénéficient pas, par inadvertance, à des individus ou des entités terroristes, soutiens de terroristes ou affiliés à des terroristes* ».

La clause de l'UE « est lourde d'implications d'une grand portée » pour les bénéficiaires palestiniens de subventions, explique Badil, et impose « *un cadre qui criminalise certains partis politiques palestiniens* ».

Badil déclare que la clause « est à comprendre dans le contexte de la pression croissante exercée par Israël sur l'UE » en présentant des groupes de la société civile palestinienne comme « *infiltrés par de soi-disant terroristes en costume* ».

Cependant que l'UE déverse des fonds sur l'industrie

d'armement israélienne et son ministère de la défense, soutenant tacitement les crimes de guerre documentés par les organisations palestiniennes dénigrées par le CJAP.

Al-Haq note que la nouvelle campagne de dénigrement n'est que la dernière en date des attaques subies depuis sa création en 1979 :

*« Ces attaques ont inclus des menaces de mort en particulier contre un ancien membre de l'équipe nommé dans le rapport du (CJAP), des incitations à la haine raciale, de la violence et des attaques contre son financement, dans le but ultime de créer un environnement coercitif et de 'rétrécir son espace' de sorte que son travail devienne impossible ».*

Les pressions croissantes et le rétrécissement de l'espace dans lequel agir ont accru les difficultés pour les groupes palestiniens mais ne les ont pas découragés.

Al-Haq a dit qu'il « *resterait ferme* » dans son soutien au procureur de la CPI et dans son action pour « *la justice, la responsabilité et pour la fin de l'impunité en Palestine* ».

**Traduction** : SF pour l'Agence Media Palestine

**Source** : [The Electronic Intifada](#)